l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 24
dimanche 25
avril 1976

No 477
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

UNE SEULE REPONSE A GISCARD : LA LUTTE

C'est le chef de file d'une bourgeoisie inquiète qui a parlé hier. Cette inquiétude, Giscard d'Estaing a cherché à la dissimuler en affirmant qu'il ne redoutait pas un nouveau Mai 68 en France. Mais on sait bien que c'est pourtant là ce qui hante la bourgeoisie aujourd'hui. Le développement impétueux des luttes dans toutes les couches du peuple, la tendance à l'union de ces luttes, c'est là ce qui affole la bourgeoisie. C'est pour cela qu'elle a recours de plus en plus à la répression, aux menaces. Giscard d'Estaing quant à lui veut donner l'image de quelqu'un sûr de lui, confiant en l'avenir. Pour mieux cacher le vent de panique qui commence à agiter les milieux gouvernementaux.

Il veut également continuer à se donner une apparence de partisan du «changement». Comme à chaque fois il a sorti son couplet sur la «réforme». Pour cela, il a utilisé cette fois-ci la supercherie sur l'imposition des plus-values. Un de ces gadgets avec lesquels, depuis deux ans, il cherche à jeter de la poudre aux yeux. Mais qui aujourd'hui s'y laisse prendre ? Les faits seuls comptent et ont réduit à néant les pitreries réformistes de Giscard d'Estaing. Les faits, ce sont le chômage et l'inflation.

Ce piteux comédien a montré son vrai visage sur plusieurs points. D'abord en affirmant à l'adresse des étudiants : *«Il n'y a en aucune manière, matière à revenir sur la réforme du second cycle»*. Il ne fait ainsi que confirmer ce qu'on savait déjà : c'est la guerre ouverte entre la bourgeoisie et les étudiants. Ceux-ci seront renforcés dans la certitude que seule la force leur permettra d'atteindre leur objectif : l'abrogation de la réforme Soisson.

A l'égard des travailleurs immigrés il a menti et fait preuve de cynisme en affirmant à propos des récentes expulsions : *«Ces expulsions ont été motivées uniquement par des violences et des voies de fait. Aucun travailleur n'a été expulsé en raison du refus de payer son loyer. (...) La France restera un pays d'accueil pour les travailleurs immigrés, mais elle n'acceptera pas de violences, des désordres... sur ceux qui travaillent à côté des travailleurs immigrés»*.

«La France pays d'accueil pour les travailleurs immigrés»... Et cela venant de la bouche de celui dont le service d'ordre en 1974 était constitué de fascistes et racistes d'«Ordre nouveau», dont les flics se croient revenus au temps de la guerre d'Algérie.

Parlant encore de l'affaire Roland Agret il devait affirmer qu'«il n'y a pas de justification à la grève de la faim» de ce dernier. En somme, si Roland Agret venait à mourir, ce serait de sa propre faute. Le cynisme atteint ici son comble. Il confirme ainsi que le pouvoir est prêt à laisser mourir cet homme emprisonné pour un crime commis par des hommes de main d'un parti gouvernemental.

Au total, rien de nouveau dans les propos de Giscard d'Estaing. Ils ne font que renforcer cette certitude que les travailleurs, le peuple n'ont face à ce pouvoir qu'une voie à suivre : développer leurs luttes.

Jeudi à Paris, ils étaient 10 000 dans la rue pour exiger

«Abrogation de la réforme Haby !»

Ils étaient en effet plus de 10 000 garçons et filles des lycées et des CET de la région parisienne à manifester jeudi après-midi pour exiger l'abrogation de la réforme Haby. A 15 heures, place de la Nation, un véritable feu d'artifice de banderoles, de drapeaux et de slogans fusait sous le soleil, le cortège se mettait en marche au rythme des «A-brogation de la réforme Haby» et des «Chô-chô-chô, chômage, ras-l'bol !»

Les CET marchaient en tête, suivis des lycéens de Paris et de banlieue. Reprenant massivement les mots d'ordre «Jeunesse en lutte, travailleurs en grève, même combat», «Ni chômeurs, ni cadres du capital», les manifestants avançaient, s'arrêtaient, puis couraient une centaine de mètres scandant encore plus fort : «Une seule solution, la Révolution !»

Tout au long du trajet emprunté par les manifestants, la bourgeoisie avait massé ses forces de répression. La manifestation devait passer à plusieurs reprises à quelques mètres seulement de détachements de CRS mousqueton ou manche de pioche à la main, prêts à la réprimer.

Aux abords de la gare de l'Est où la manifestation devait prendre fin un important cordon de flics avait été massé. Les lycéens et collégiens ne devaient cependant se disperser qu'après qu'aient été lancés un appel à la manifestation étudiante de vendredi, et un appel à soutenir les travailleurs immigrés qui mènent depuis plusieurs mois une grève des loyers dans une quarantaine de foyers Sonacotra de la région parisienne et à participer à la manifestation qu'ils organisent samedi après-midi pour protester contre l'expulsion par les flics de 16 de leurs camarades.

(Suite page 3).

Pour le maintien des effectifs

PARIS-BRUNE EN GREVE

Paris-Brune, 1 300 employés : un des centres de tri parmi les plus combatifs. Un des plus menacés aussi par le démantèlement progressif et la répression.

Pour ces raisons l'action engagée mardi peut être le point de départ d'un mouvement d'ensemble des centres de tri, mais tout n'est pas réglé.

Depuis plusieurs mois déjà, les postiers de Paris-Brune s'inquiètent de leur avenir, puisqu'il est prévu une réduction des effectifs supérieure à 750 (voir HR No 436 du 26 février 76). Mardi soir, 20 avril, à la prise de service de la brigade C à 20 h, plusieurs agents devaient être déplacés de l'étage des Yvelines à celui des Hauts-de-Seine, sans qu'un trafic de remplacement soit prévu. C'est pour l'administration la manière de liquider les effectifs «en douceur» : adaptation progressive des effectifs au nouveau trafic par le jeu des départs «naturels» (retraite, départs en province...), liquidation des Yvelines aujourd'hui, des Hauts-de-Seine demain et ainsi de suite ; utilisation des «califs» (heures supplémentaires) pour ces opérations...

D'autre part, une note de service du chef de centre rend illégales les prises de parole et AG sur le temps de travail. Cette mesure répressive et l'assurance de sanction immédiate des agents qui refuseraient d'être déplacés de service sont le détonateur de la grève. Un peu plus tard, les grévistes ferment la grille, afin d'interdire l'accès du centre aux camions postaux.

A la prise de service de la brigade du matin, la mobilisation est faible. Le piquet de grévistes ayant décidé de fermer à nouveau la grille, 7 cars de police arrivent vers 8 h 30 et s'apprêtent à forcer l'ouverture... au bulldozer ! Les grévistes ouvrent alors la grille.

Mercredi à midi, l'AG de la brigade B décide massivemnt d'entrer en grève à son tour. Au cours de l'après-midi, la CGT et la CFDT des centres de tri et ambulants parisiens décident une popularisation de la lutte et un appel à la solidarité auprès des autres centres : une manifestations aura lieu devant Brune le lendemain 22 avril à 14 heures. Ces décisions sont présentées devant l'AG de la brigade C, à 20 h 30, qui reconduit la grève.

Nous souhaitons donc que le mouvement se renforce et s'étende ; les autres centres de tri parisiens sont touchés également à court ou moyen terme par le démantèlement.

(suite page 5)

DERNIERE MINUTE

MANIFESTATIONS DE SOUTIEN AUX MARXISTES-LÉNINISTES EMPRISONNÉS

LORIENT : 500 personnes.

PLOUHINEC : 100 personnes, exigent la libération [illegible] main Le Gall et la cessation des poursuites contre les militants déférés à la cour de sûreté de l'État.

La «doctrine Sonnenfeldt»

Une logique de gangster

La crise politique qui secoue actuellement l'Italie est importante à plus d'un titre. A l'exception du Portugal, c'est la première fois en effet qu'un parti révisionniste d'un grand pays de l'Europe du Sud, se trouve dans l'antichambre du pouvoir d'État. Il semble se confirmer que les élections législatives anticipées qui se préparent fébrilement dans les coulisses, lui seront largement favorables.

Cette situation n'est pas sans inquiéter grandement la superpuissance américaine qui voit sa rivale soviétique marquer des points importants dans l'offensive politique qu'elle a déclenchée en Europe de l'Ouest.

Depuis longtemps déjà l'impérialisme US assiste impuissant à l'émergence de la puissance militaire soviétique au détriment de sa propre influence dans le monde. Face à cette menace pour sa suprématie, il a adopté jusqu'ici une attitude hésitante et ambiguë. Il cherche manifestement à contenir l'ascension de la superpuissance soviétique en lui concédant pourtant une partie du terrain.

Cette démarche a déjà soulevé certains remous dans l'opinion américaine où nombre de politiciens, se plaçant du strict point de vue de l'intérêt même de l'impérialisme américain, s'interrogent sur son efficacité. Beaucoup se demandent si le tapage orchestré autour de la «détente», notamment à propos de la «Conférence sur la sécurité européenne d'Helsinki», ne sert pas uniquement les intérêts soviétiques. Les USA pourtant se sont jusqu'ici assez complaisamment prêtés à ces manœuvres qui favorisent leur rival.

L'agression soviétique en Angola a brutalement secoué les USA. Pour la première fois, l'URSS intervenait en effet directement et militairement dans une région de la planète très éloignée de sa zone d'influence traditionnelle, avec une arrogance qui ne pouvait échapper à personne. Les récentes vagues de critiques portées contre la politique de Kissinger, la volte-face de Ford reniant, en pleine campagne électorale, le concept de «détente», témoignent de cette prise de conscience nouvelle.

(suite page 2)

Roland Agret se meurt

Tandis que Giscard d'Esting faisait sa conférence de presse, Roland Agret se mourait. Après avoir pu le voir, sa femme, Marie-Josée, devait déclarer qu'il n'y avait presque plus d'espoir qu'il survive. Son avocat a rendu public jeudi après-midi le texte du testament de Roland Agret, dans lequel celui-ci déclare notamment :

«Je n'ai, face à la justice, que ma vie à mettre en jeu... J'accuse ceux qui ont le pouvoir et le devoir d'éviter la pire issue, et remercie ceux qui m'ont écrit. Je leur demande pardon de continuer, mais je suis acculé à mettre ma vie dans la balance. Cette fois elle y est. Je ne dois rien. Mais je dresse le solde débiteur de plus de 5 ans de souffrances. S'apprêter à mourir quand on veut vivre c'est dur».

S'il devait mourir, les Giscard et Cie en seraient les seuls responsables.

SAMEDI 24 AVRIL
14 H A BARBES
MANIFESTATION
à l'appel du comité de coordination des foyers Sonacotra

le monde en marche

DAKAR : LA FRATERNITÉ ARABO-AFRICAINE

La première conférence conjointe de ministres arabes et africains des Affaires étrangères, qui se tenait à Dakar depuis le 19 avril dernier, vient de clôre ses travaux.

Elle a adopté un projet de déclaration et de programme d'actions sur la base de 8 principes :

– respect de la souveraineté, de la sécurité et de l'indépendance politique des États,

– égalité des États,

– souveraineté des États et des peuples sur leurs ressources naturelles,

– non-agression et inadmissibilité de l'occupation ou de l'annexion des territoires par la force,

– non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États,

– sauvegarde des intérêts mutuels sur la base de la réciprocité et de l'égalité,

– règlement pacifique des différends et conflits,

– lutte commune contre la domination, le racisme et l'exploitation sous toutes leurs formes pour sauvegarder la paix et la sécurité mondiale.

Dans son discours de clôture, le ministre sénégalais Abdou Diouf, a félicité les États du monde arabe et de l'Afrique d'avoir su, «par la conscience aiguë qu'ils ont de leur situation de pays en devenir, transcender tous les éléments négatifs qui auraient pu les diviser et créer ainsi un nouveau cadre de lutte».

CHILI : UN DIRIGEANT DU PCR ASSASSINÉ

Le Parti communiste révolutionnaire du Chili (PCR), à partir de la clandestinité, a fait connaître dans son journal «El Pueblo» l'assassinat de Guillermo Arevalo, dirigeant syndical et membre du Comité central du PCR.

«Guillermo Arevalo est mort à 23 ans dans les geôles de la dictature: Les fascistes se sont acharnés sur lui et, ne pouvant lui faire sortir une parole sur ses activités révolutionnaires et celles du parti, l'ont torturé à mort. Il n'est pas encore clair à quel moment ni dans quelle prison exactement fut assassiné le camarade Guillermo. Nous savons seulement qu'il est mort héroïquement, comme il a toujours vécu, en luttant, dans les rangs du Parti de la classe ouvrière, pour un monde meilleur.

Aujourd'hui, quand notre peuple se dresse, pansant ses blessures et ramassant les armes tombées des mains de ceux qui ont été assassinés, les communistes révolutionnaires nous sentons inspirés par le sacrifice de ceux qui, tels le camarade Arevalo, ont continué le combat, et nous promettons devant la mémoire de tous les martyrs et héros de notre peuple, prendre leurs postes de combat avec de nouveaux combattants révolutionnaires et poursuivre leur exemple, prenant la tête de la lutte de notre peuple contre l'impérialisme et pour renverser la dictature.

BIENTOT UN SEUL VIETNAM

Dimanche prochain sera le jour des premières élections générales dans tout le Vietnam, préfigurant la réunification totale du pays. Le peuple vietnamien réalisera ainsi le vœu si cher de l'oncle Ho. Ces élections seront pour le peuple vietnamien tout entier, Nord et Sud fraternellement unis, un grand jour de fête dans son élan révolutionnaire et patriotique. Elles sanctionneront l'établissement de l'Assemblée nationale commune à tout le pays.

La «doctrine Sonnenfeldt»

Une logique de gangster

(Suite de la page 1)

C'est dans ce contexte que vient se situer la prise de position retentissante de Helmut Sonnenfeldt, conseiller auprès du département d'État américain qui s'est prononcé publiquement en faveur d'un partage du monde explicite entre les deux superpuissances, sur le dos des peuples, bien entendu.

«Notre politique, a-t-il déclaré, doit consister à favoriser une évolution susceptible d'institutionaliser les relations entre l'Europe orientale et l'Union soviétique... pour éviter que tout cela (les relations soviéto-est européennes) n'explose tôt ou tard pour provoquer une troisième guerre mondiale». Kissinger lui-même avait déclaré un peu plus tôt que les efforts déployés par les USA pour promouvoir la «stabilité» en Europe signifiaient ne pas permettre à certaines personnes d'accéder au pouvoir en Europe occidentale, tout en acceptant l'hégémonie soviétique sur le bloc de l'Europe orientale. Autrement dit les deux compères américain sentant le gâteau leur échapper, proposent à l'URSS de la soutenir dans l'implantation de sa domination brutale sur les pays et les peuples d'Europe de l'Est, à condition de garder les mains libres dans leur propre zone d'influence. Belle logique de gangsters, comme on le voit. Et lourde bévue politique aussi. Car il faut être myope pour ne pas voir que l'URSS qui fait déjà régner son ordre fasciste en Europe de l'Est ne se contente plus de cette situation et ambitionne désormais de détrôner les Américains pour régenter le monde.

LA DOCTRINE DU PLUS FORT

Cette proposition imprudente d'un nouveau partage du monde en sphère d'influences pour calmer la voracité des Soviétiques a provoqué aussitôt une levée de bouclier en Europe occidentale où l'on s'alarme de la passivité accrue de Washington face à la pression soviétique. La presse allemande a souligné que «les États-Unis ont poursuivi une politique d'apaisement en raison de leur faiblesse interne. Cette politique a conduit l'Europe à connaître une expérience tragique». Elle affirme que les conséquences de la «doctrine Sonnenfeldt» sont graves, non seulement pour l'Europe orientale mais aussi occidentale, et précise : «Un diplomate américain occupant un poste dirigeant devient même un porte-parole de l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est».

Le «Times» britannique relève de son côté : «Comme définition de la politique du plus fort pure et simple, il serait difficile d'imaginer quelque chose de plus franc et de plus brutal que celle-ci... Quant aux dirigeants des pays ouest-européens, ils doivent se dégager de leur torpeur complaisante» et l'article conclut par cette formule lapidaire : «Réveillez-vous vite, la maison prend feu !»

Le président Tito, de son côté, a personnellement répondu que la Yougoslavie ne se laissera pas intimider par la «doctrine Sonnenfeldt». Dénonçant sa politique d'indépendance et de non-alignement, le conseiller américain avait en effet affirmé : «Les USA aimeraient que les Yougoslaves soient moins désagréables ; nous ne devons pas les laisser faire ce qu'ils veulent».

Brejnev au 25è congrès du PCUS : «URSS et USA portent la responsabilité des affaires du monde (caricature albanaise).

UNE ERREUR HISTORIQUE

L'hebdomadaire yougoslave «Kommunist» lui réplique «une telle politique est une erreur historique et elle est dépourvue aujourd'hui de toutes perspectives de succès, parce que de nombreux pays indépendants ont trouvé au cours des années passées dans la politique de non-alignement une arme efficace de défense contre la politique de marchandage et d'accord entre les grandes puissances à leurs dépens».

Cette politique est aussi violemment condamnée en Roumanie où le journal «Scinteia» écrit : «Il semble que Sonnenfeldt et les partisans de sa doctrine n'aient pas tiré les conclusions qui s'imposent des événements ayant précédé la seconde guerre mondiale, époque où la politique de division et de redivision des sphères d'influence et de domination a précisément constitué un des facteurs essentiels du déclenchement de la conflagration».

L'article poursuit : «Sonnenfeldt tente de soutenir que l'affirmation de la politique d'indépendance des peuples et leur aspiration à se rendre maîtres de leur destinée et de leurs richesses nationales présenteraient un danger pour la paix mondiale. C'est une thèse qui, entièrement, inverse les faits. Ce qui menace la paix mondiale, ce n'est pas la lutte des peuples qui affirment leur droit sacré à se développer de façon indépendante et à se rendre maîtres de leur pays. Le danger pour la paix mondiale provient de la politique des blocs impérialistes qui essayent de s'opposer à ces aspirations légitimes, de réduire en esclavage et de dominer les autres peuples et d'étrangler leur existence nationale et leur désir de progrès. Cette politique qui foule aux pieds les droits fondamentaux de chaque peuple peut entraîner et entraînera inévitablement des conflits sérieux, lesquels pourraient conduire à des conflagrations.»

En s'aplatissant devant l'arrogance du social-impérialisme c'est une politique véritablement munichoise que pratique la Maison blanche. Mais le social-impérialisme aurait tort de se frotter les mains.

Les pays veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution. Tôt ou tard les superpuissances seront balayées de la scène de l'histoire.

nouvelles du monde

SUEDE : SECOND CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE SUEDE

Le Parti communiste de Suède a tenu son second congrès à Stockholm du 15 au 19 avril. Un nouveau comité central a été élu au congrès. Roland Pettersson a été élu président et Bengt Lindkvist, vice-président, du parti.

Au cours du congrès, les délégués ont écouté et discuté un rapport politique présenté par le précédent Comité central.

Ont été adoptées au Congrès des résolutions dont l'une porte «sur le renforcement du Parti communiste de Suède en vue de lutter pour une Suède socialiste».

Un membre dirigeant du Parti a déclaré lors d'une conférence de presse que les documents adoptés par le congrès ont mis l'accent sur la nécessité d'intensifier la lutte contre le social-impérialisme, et a fait ressortir que le social-impérialisme est le danger principal de guerre aujourd'hui. Les facteurs de la révolution et de la guerre vont tous deux s'accroissant, et le prolétariat du monde doit s'unir pour renforcer la lutte contre le révisionnisme moderne, a-t-il affirmé.

******

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU DEMANDE A L'INDONÉSIE D'ÉVACUER TIMOR

Le Conseil de sécurité a demandé jeudi à l'Indonésie «de retirer sans plus tarder toutes ses forces du territoire du Timor oriental», et a prié le secrétaire général de l'ONU de prolonger la mission de consultations de son représentant pour Timor avec les parties intéressées.

Une résolution à cet effet, présentée par la Guyana et la Tanzanie a été adoptée par douze voix avec l'abstention des États-Unis et du Japon.

La résolution réaffirme aussi le droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance, et demande à tous les États de respecter l'intégrité territoriale du territoire, ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination.

17 AVRIL 1975 LIBÉRATION TOTALE ET DÉFINITIVE DU KAMPUCHEA

1er ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE DU KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE

SOIRÉE COMMÉMORATIVE
suivie d'une représentation artistique
Le samedi 24 avril 1976 à 20 h 30
Salle de la Mutualité (salle A)
24, rue Saint-Victor — Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité
LE COMITÉ DU FUNK EN FRANCE

nouvelles intérieures

Jeudi à Paris, ils étaient 10 000 dans la rue pour exiger

«ABROGATION DE LA REFORME HABY !»

Suite de la page une.

Enfin, marquant leur détermination à lutter aux côtés des étudiants pour imposer l'abrogation de la réforme bourgeoise de l'enseignement, les manifestants se dispersaient en scandant «Ce n'est qu'un début, le combat continue.»

Pourtant dans cette masse de jeunes pleins d'ardeur contre l'école de classe de la bourgeoisie et qui emplissaient la rue de leur enthousiasme, il en est qui faisaient plutôt grise mine : les responsables de l'UNCAL révisionniste. C'est presqu'à la dernière minute qu'ils avaient décidé de se rallier à l'appel des coordinations lycéenne et collégienne. A l'image du piteux cercueil en carton qu'ils promenaient sur leur fourgonnette pour représenter le sort qui attend la réforme Haby, les responsables de l'UNCAL se traînaient dans la manifestation sans rencontrer d'écho et sans pouvoir imposer leurs mots d'ordre. A plusieurs reprises les lycéens, notamment ceux du lycée Buffon, leur lançaient : «UNCAL, trahison !».

Traîtres au mouvement lycéen et collégien ils le sont en effet, c'est le moins que l'on puisse dire. Partout ils essaient de freiner le mouvement. A Vitry par exemple, aux écoles départementales Adolphe Chérioux – regroupant un lycée, un CES, un CET, une section horticulture – les responsables de l'UNCAL n'osent pas aller jusqu'à s'opposer ouvertement à la lutte de peur de se faire rejeter ; mais dès que la grève a été déclenchée ils ont tout fait avec l'aide de leurs amis trotskystes pour la faire tourner en rond, pour la faire piétiner, pour empêcher qu'elle se radicalise. C'est ainsi qu'ils empêchent que s'engage le débat sur ce que représente au fond la réforme Haby. Au cours des assemblées générales, ils monopolisent la parole pour faire semblant de se quereller avec les trotskystes. Ce faisant, leur objectif est d'empêcher une mobilisation réelle et massive des élèves, qui écœurés par cette mascarade sont amenés à ne plus participer aux assemblées générales.

A Adolphe Chérioux, l'UNCAL et les trotskystes proposent en tout et pour tout aux élèves de former une commission pour faire des crêpes ! Est-ce que ce n'est pas vouloir les détourner de la lutte ? Est-ce que ce n'est pas saboter consciemment la grève ?

Même si leur façon de procéder diffère d'un endroit à un autre, le but des responsables de l'UNCAL est toujours le même : casser le mouvement. Voilà pourquoi, à l'exemple des lycéens de Buffon, il faut dénoncer ces traîtres. Il faut aussi et surtout expliquer et entraîner la masse des élèves des lycées et CET à les rejeter, à les mettre hors d'état de nuire, et à les interdire de séjour dans les assemblées générales et les coordinations. C'est là une condition sans laquelle le mouvement des élèves de lycées et de CET contre la réforme Haby ne saurait vaincre.

Le PCF contre les travailleurs immigrés

Les maires PCF de la région parisienne ont beau se draper le ventre de tricolore pour prétendre «soutenir» les grévistes des foyers, ils ont tous signé une déclaration qui prétend que «la concentration de travailleurs immigrés dans certaines villes ne correspond ni aux intérêts de la population locale, ni à ceux des immigrés» (comme si les immigrés ne faisaient pas partie de la population locale). La même déclaration ajoute que le logement des immigrés ne concerne pas les municipalités «ouvrières» : «A l'heure où tant de familles françaises attendent un logement, le financement du relogement des travailleurs immigrés ne peut et ne doit être en aucun cas à la charge du budget communal» – alors que les travailleurs immigrés payent leurs impôts communaux comme tout le monde.

Après ces solennelles déclarations racistes sur le logement des immigrés, rappelons comment le PCF entend organiser les expulsions d'immigrés. Dans sa proposition de loi «tendant à renforcer la garantie des droits individuels et les libertés publiques des travailleurs immigrés» on lit : «Article 6 : l'expulsion d'un étranger ne peut être prononcée que lorsqu'il a commis un délit d'une particulière gravité» (donc il peut être expulsé, et sans avoir commis de crime : par exemple, la reconstitution de ligue dissoute est un délit). «Les tribunaux judiciaires, à la requête du Parquet, sur plainte de l'autorité administrative sont seuls compétents pour prononcer l'expulsion» (faisons confiance à la justice bourgeoise !).

Article 7 : «Ne pourront être expulsés, les étrangers : 1/ ayant un conjoint français ; 2/ ayant un enfant français ; 3/ titulaires de la carte d'ancien combattant ou de Résistant ; 4/ ayant par leurs travaux littéraires, artistiques ou scientifiques rendus à la France des services éminents» (!). Donc tous les simples travailleurs célibataires ou mariés dans leur pays pourront être expulsés si la justice bourgeoise décide qu'ils ont commis un délit «grave» !

1er MAI : OU VA LE PCR (M-L) ?

A la suite des initiatives, que nous avions prises pour organiser une manifestation unitaire des marxistes-léninistes le 1er Mai à Paris et dont nous avons rendu compte dans l'HR No 470 du 14 avril, nous étions dans l'ignorance des intentions définitives du PCR (ml) à ce sujet. En effet, après une première rencontre positive, il ne s'était pas présenté à la seconde, décidée d'un commun accord, et cela sans expliquer les raisons de son absence aux autres organisations présentes. Mais nous venons d'être informés par la direction du PCR (ml) de ses nouvelles décisions.

Pour le matin du 1er Mai elle propose d'organiser des actions d'agitation et de propagande dans quelques quartiers et cités de la région parisienne ; ceci afin d'amener du monde à la manifestation de l'après-midi dans un cortège qui défilerait sans banderoles d'organisation derrière les syndicats et les trotskystes en lançant des mots d'ordre sur les luttes en cours à l'heure actuelle, pour la dictature du prolétariat et le marxisme-léninisme.

Ces propositions sont en contradiction complète avec les déclarations du même PCR (ml) lors de la première rencontre commune où il affirmait son accord pour un cortège des marxistes-léninistes le matin avec banderoles et mots d'ordre propres à chaque organisation.

Si ces nouvelles propositions étaient suivies d'effet, elles auraient pour résultat la disparition des marxistes-léninistes en tant que force politique organisée dans les défilées du 1er Mai ; à la plus grande joie, n'en doutons pas, du pouvoir, des révisionnistest et des trotskystes. A une période où la lutte contre le révisionnisme et le trotskysme, où la prolétarisation et l'édification d'un parti marxiste-léniniste unique sont plus que jamais à l'ordre du jour dans les masses populaires, de telles propositions représentent un recul par rapport aux acquis de la lutte sans merci que livrent depuis des années les marxistes-léninistes pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme.

Sous prétexte de regrouper les masses derrière des mots d'ordre justes, de telles propositions présentent un caractère confusionniste et opportuniste dans le cadre du 1er Mai, en laissant entendre que la présence d'un parti marxiste-léniniste serait un frein à la mobilisation des masses.

On ne peut que légitimement s'interroger sur les raisons d'une telle volte-face de la part des dirigeants du PCR, surtout quand on connaît les appels du pied récents que lui ont adressé les trotskystes de «Révolution !».

Dans ces conditions l'appel commun que nous lançons avec l'UCF (ml) pour un défilé de classe et de masse le matin du 1er Mai n'en prend que plus d'importance. Ce défilé, autonome par rapport aux initiatives des forces sous l'influence de l'«Union de la gauche» et des trotskystes, permettra à ceux qui y participeront de manifester dans la clarté leurs aspirations révolutionnaires anticapitalistes et antirévisionnistes tout en défilant l'après-midi dans leurs sections syndicales où ils mènent un combat idéologique et politique contre le révisionnisme et le réformisme sans se soustraire à leurs obligations de militants au sein d'une organisation de masse.

Vive le 1er Mai 1976 ! Participez nombreux à la manifestation prolétarienne et de masse à 10 h 30 place de la Bastille.

Poniatowski le raciste

Poniatowski s'est livré mercredi à des attaques racistes contre les travailleurs immigrés. Mis en cause massivement à la suite des expulsions de la semaine dernière, le pouvoir répond par le venin raciste. Comme le fait chaque semaine dans ses colonnes le torchon fasciste «Minute», du haut de la tribune de l'assemblée nationale Poniatowski a cherché à donner des travailleurs immigrés l'image de gangsters. Il a indiqué notamment qu'en 1975, 3 715 arrêtés d'expulsion auraient été prononcés pour «proxénétisme, trafics de stupéfiants, attentats aux mœurs, etc.». Rien de nouveau dans ces arguments visant à créer la haine des travailleurs immigrés, à diviser la classe ouvrière.

Poniatowski ment d'abord sur le nombre d'expulsions ayant eu lieu ; elles sont en effet beaucoup plus nombreuses que ce qu'il indique. Les travailleurs immigrés sont parmi les premiers sur lesquels la bourgeoisie fait retomber le poids de sa crise. Parmi les premiers mis au chômage, après avoir été durement exploités par les capitalistes, ils sont expulsés en grand nombre de France. Pour cela, la police se livre à des rafles et à des internements dans des prisons clandestines comme celle d'Arenc à Marseille. On se demande aujourd'hui si une telle prison n'existe pas également à Paris à la suite de la disparition de plusieurs dizaines de travailleurs pakistanais.

Poniatowski ment encore en cherchant à dissimuler que parmi les travailleurs immigrés expulsés il s'en trouve qui ont commis le «crime» de se battre contre l'exploitation féroce dont ils sont victimes.

Toujours pour tenter de donner une image inquiétante des travailleurs immigrés, le premier flic de France devait encore indiquer que «les prisons françaises renferment plus de 2 900 détenus étrangers, soit 18 % des incarcérés. Là encore, l'argument vient tout droit du répertoire de la propagande raciste. La bourgeoisie voudrait faire croire qu'en proportion, il y a plus de criminels parmi les immigrés que parmi les Français.

Mais Poniatowski se garde bien de dire deux choses. La première est que bien souvent, pour deux fois rien, les juges condamnent les immigrés à de lourdes peines de prison. Tandis que les grands escrocs que fréquente Poniatowski ont droit à tous les honneurs. La seconde est que la proportion de crimes commis par des étrangers est beaucoup moins importante que celle commis par des Français.

Poniatowski, qui en son temps eut de grandes sympathies pour l'OAS, insinue et ment. Et puisqu'il parle de proxénètes, de trafiquants, de gangsters il devrait regarder du côté de ces bandes fascistes et racistes du genre SAC ou «Ordre nouveau».

Mais il est vrai que ceux-ci sont au service de ce pouvoir.

UN POUVOIR QUI S'AFFOLE

Le pouvoir est décidé à recourir de plus en plus fréquemment à la violence contre les manifestations. C'est ce qui ressort de plusieurs déclarations faites dernièrement. C'est ce qu'avait également montré la sauvage répression contre les manifestations étudiantes de la semaine dernière.

C'est ainsi que Poniatowski a annoncé un renforcement des dispositifs de dispersion des manifestations. Ce qui en clair signifie que les CRS, comme ils l'ont déjà fait la semaine dernière, attaqueront les manifestants en fin de parcours sous prétexte d'accélérer la dispersion.

De son côté, le préfet de la région Midi-Pyrénées a annoncé qu'«à toute nouvelle action violente, les forces de l'ordre répondront de façon violente». Ce qui laisse envisager une répression encore plus sauvage qu'habituellement.

Ces appels ouverts à la violence policière témoignent de l'affolement du pouvoir face au développement des luttes. Il espère ainsi créer la peur parmi ceux qui luttent. Mais l'effet risque d'être inverse et de plus en plus nombreux sont ceux qui sont décidés à ne plus se laisser réprimer sans se défendre. C'est ce qu'ont déjà montré les viticulteurs et les étudiants.

Brétigny

Bilan de la grève de la STAN (2)

Nous reprenons le bilan de la grève en continuant le récit de la manifestation du jeudi 8 avril.

«Non aux licenciements les patrons peuvent payer !».

— Ils ne purent jamais placer un mot d'ordre sur le Progamme commun.

— Un tract du PCMLF fut distribué pendant la manifestation (prouvant que, malgré son interdiction et la répression policière, il continue le combat !).

— La CFDT, non prévenue pour cette action envoya une délégation.

Malgré le succès de cette mobilisation, les révisionnistes font croire aux grévistes que les «zélus locaux» c'est mieux que les grévistes pour négocier. condamnant les grévistes à l'inaction pendant cette deuxième semaine !

A la fin de la semaine, la mairie diffuse un tract à la population pour assurer que l'«hygiène serait respectée»...

Pendant tout ce temps, la droite s'active et organise, par le biais de nombreux commerçants, une campagne contre les grévistes.

En plus, depuis le début de la semaine, des camions d'une filiale déblayent peu à peu les poubelles de la ville.

A partir de maintenant les révisionnistes n'ont plus intérêt à la continuation de la grève :

— car les grévistes sont décidés à passer à des actions dures ;

— les révisionnistes se sont faits leur publicité ;

— tous les grévistes sont à la CGT ;

— les révisionnistes ont «fait» 7 cartes au sein de l'entreprise ;

— la droite est en train de retourner la situation contre la mairie ;

— La CFDT reprenant du poil de la bête, convoque TOUTE LES FORCES POLITIQUES et SYNDICALES DE LA VILLE SANS EXCLUSIVE !

3è PÉRIODE, LA TRAHISON

Toute la journée des camions ramassent les ordures sur la ville, sans que personne ne réagisse. Les grévistes écœurés acceptent les propositions de leur direction :

- 5 % d'augmentation ;
- L'étalement sur 6 mois des jours de grève.

Le soir à la réunion convoquée par la CFDT étaient présents :

- Le PCF (en grosse délégation), le PS, le PSU, les communistes marxistes-léninistes de France.
- La CGT (les pontes révisionnistes), la CFDT, l'ASTI et deux délégués de la STAN.

D'entrée de jeu, le PCF et la CGT refusent de s'asseoir autour d'une même table, en présence du PCMLF, et qu'«il faudra choisir entre eux ou les militants du PCMLF !» (Ils restèrent quand même plus de 50 minutes).

Cette fois-ci ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase, et les autres forces politiques et syndicales attaquèrent (avec plus ou moins de force et de conscience politique) les révisionnistes.

La CFDT fit remarquer que c'était vraiment des méthodes antiunitaires que de n'avoir pas provoqué immédiatement les autres forces syndicales et politiques.

L'ASTI fit remarquer qu'«il y en avait marre de ces exclusives antiunitaires, qui ne développent que la division et l'inaction totale» le délégué rappela un événement du mois de décembre où les révisonnistes du PCF et de la CGT avaient imposé le départ des militants HR, et que malgré ce départ le comité de soutien saboté par le PCF n'avait pas été capable de sortir le moindre petit tract. Seules deux organisations avaient popularisé l'affaire : l'ASTI et l'Humanité-Rouge exclue de ce comité de soutien.

Un secrétaire de l'UL CFDT pose alors une question au révisionniste Blin (maire-adjoint, conseiller général, membre du BF de l'Essonne) représentant la mairie : «Pourquoi les camions qui ont ramassé les ordures, étaient dirigés par des personnes qui se disaient employés communaux ?»

Cette question jeta un froid, puis de grands cris des roquets révisionnistes suivirent en criant à la honte, pour ne pas faire confiance en un élu démocratique, etc.

Le maire-adjoint finit par dire, que n'importe comment, quoiqu'en pense les gens «jamais le PCF ne s'assierait à côté du PCMLF, pour empêcher tout amalgame, et que de toute manière, les municipalités de gauche avaient été les dernières communes ramassées...»

Le représentant de l'ASTI devant cette mauvaise foi éclata : «C'est normal, qu'une municipalité de l'union de la gauche soutienne des grévistes, mais il faut les soutenir jusqu'au bout ! Il y en a marre de cette unité bidon que le PCF nous bassine sans arrêt, elle s'arrête aux élections, quand il a besoin des voix, mais dans l'action on n'en parle jamais !»

La CFDT conclua cette réunion :

«La CFDT regrette que le PCF ait gardé sa «petite grève» pour lui qu'il n'ait pas élargi cette lutte pour permettre une vraie victoire. Que dans une action dure, seul un comité de soutien peut vraiment être efficace. Que sur les militants de l'HR et du PCMLF, ils avaient déjà participé d'une manière positive sur la région à des comités de soutien ; à Dynamic, au Petit Chanteloup, pour Orly, etc.»

CONCLUSIONS

Les grévistes de la STAN, en gros n'ont pas vu la récupération du PCF mais le développement des luttes futures et le développement des forces marxistes-léninistes leur ouvriront les yeux.

Les autres forces politiques ayant déjà pris conscience des manœuvres des révisionnistes, commencent à se poser le problème de développer les actions et les luttes, d'une manière autonome des dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT.

Elles s'aperçoivent aussi, que les militants de l'HR et du PCMLF, ne sont ni sectaires ni gauchistes et qu'ils sont à leurs places dans les différentes luttes.

Nous, communistes marxistes-léninistes de France, nous pensons que la situation est excellente pour le camp du peuple, que par nos actions, nous nous développons et rendons confiance aux masses devant les trahisons révisionnistes. Mais nous avons un long chemin à parcourir avant de développer une force politique capable de déjouer et d'abattre les pièges et les plans des révisionnistes et de la bourgeoisie.

Correspondant H.R.
Brétigny

Dijon

Leçons de la grève à Bourgogne Electronique

Après le résultat des dernières négociations (rappelons-le : de 240 F à 260 F d'augmentation pour tous pour l'année, divers acquits sur la classification, retour aux 40 h sans diminution de salaire, étalés sur 15 mois, quelques ponts payés). Les grévistes avaient voté jeudi en assemblée générale la poursuite de la grève avec occupation (5è semaine) jusqu'à mardi 20, pour faire plier la direction sur les conditons de reprise, à savoir : le paiement des jours de grève, la suppression des poursuites de délégués au tribunal des référés. aucune sanction prise pour fait de grève.

Mais vendredi matin, 200 «jaunes», la direction en tête rentraient de force dans l'enceinte de l'usine en coupant sur plusieurs mètres le grillage, et surprenant de cette façon les piquets de grève placés aux diverses entrées de la boîte.

Dans la journée les grévistes décidaient d'appeler à une AG tout le personnel dès la rentrée du week-end, soit mardi 20 avril à 9 h pour envisager comment faire face à la répression que la direction annonçait très clairement en menaçant de licencier plus de 20 responsables dans cette grève. Les résultats acquis sur les revendications aux dernières négociations restent maintenus.

Mardi 20 avril, l'assemblée générale a rassemblé 90 % des ouvrières et ouvriers venus reprendre le travail avec un moral d'acier après 5 semaines de lutte. Et c'est quasiment à l'unanimité que les travailleurs ont décidé de repartir en lutte dès le moindre geste répressif de la direction envers un de ces grévistes. Cette volonté des travailleurs semble très forte.

C'est dans l'enthousiasme, après une dure lutte qu'ils considèrent comme essentiellement positive que ceux de la «BE» (Bourgogne électronique) ont repris le travail, bien décidés à ne pas s'arrêter là.

Bien qu'ils aient dû accepter un compromis par rapport à leurs revendications, les résultats acquis au cours de cette lutte sont positifs et la conscience de classe ainsi que la solidarité des travailleurs s'y est accrue.

Au cours de cette lutte, beaucoup de travailleurs ont également commencé à prendre conscience du rôle de trahison de la CGT

Correspondant H.R.
Dijon

LA GREVE S'ETEND DANS LE GROUPE «MALAKOFF»

Le mouvement de grève qui s'intensifie au groupe Malakoff (caisse de retraite) à Paris mais aussi en province à Metz, Marseille et à l'heure actuelle, malgré les demandes de négociations, malgré l'occupation des locaux de la direction, par les employés, la direction ne veut toujours pas satisfaire les revendications de salaire dont 200 F uniforme.

La responsabilité de l'intensification de la grève au groupe en incombe à la direction, elle a systématiquement refusé après avoir consenti des miettes toutes nouvelles discussions. La direction a pris comme argugument les directives patronales qui consistent à ne rien céder au groupe ; elle insulte le personnel en grève en laissant croire qu'il s'est laissé manipuler par des procédés démagogiques, elle insulte les non-grévistes en leur promettant une marque particulière d'attention.

C'est une calomnie de reprocher le manque de conscience professionnelle aux 1 000 personnes qui ont cessé le trvail pour obtenir satisfaction à leur juste revendication.

C'est une atteinte au droit de grève, contrairement à ce qu'elle affirme en reconnaissant en théorie seulement ce droit de grève ; ce droit ne nous est pas reconnu puisqu'elle introduit une discrimination entre grévistes et non-grévistes.

Malgré les méthodes de la nouvelle direction, le personnel uni avec les trois syndicats CGT-CFDT et FO contribue largement à la mobilisation et à la popularisation de la grève. Le personnel décidera prochainement de la suite à donner à l'action, pour le moment le combat se développe et continue.

Correspondant H.R.
du groupe Malakoff
avec l'intersyndicale
CGT-CFDT-FO

Ericsson (Brest)

Grève et blocage d'un camion

Chez Ericsson Brest, fabrication téléphonique qui emploie 900 travailleurs, des luttes se mènent depuis plus d'un mois contre la nouvelle grille de classification. Jusqu'à présent, c'étaient des grèves sectorielles, mais suite à la grève illimitée des monteurs et dispatcheurs, la mobilisation va en s'amplifiant.

La direction a tenté de faire partir du matériel à l'usine de Colombes pour le montage, mal lui en pris car les travailleurs s'y sont opposés vigoureusement en occupant et blocant un camion pour l'empêcher de quitter l'usine avec le matériel.

Mercredi 21 avril, s'est tenue la plus forte assemblée générale faite depuis longtemps où fut débattu les revendications : 2 000 F minimum, la révision complète des classifications. Suite à cette AG, les travailleurs en grève ont défilé dans l'usine en scandant : «Ce n'est qu'un début continuons le combat» et en rappelant leur revendications.

Les horaires donnés ici sont les horaires d'hiver, rajoutez une heure pour avoir les horaires d'été.

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	sur 31 et 42 m
16 h	sur 31 et 42 m
17 h	sur 31 et 42 m
19 h	sur 31 et 42 m
21 h	sur 31 et 42 m
22 h	sur 31, 42 et 215 m
23 h	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PEKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 — 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 — 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 — 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 — 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

la France des luttes

Hôpital Saint-Antoine à Paris

14e jour de grève pour les sages-femmes

Après 14 jours de grève, nous en sommes toujours au même point :

– Nos horaires de travail n'ont toujours pas été modifiés (pas de repos hebdomadaire de 48 heures, 50 heures de présence obligatoire en moyenne).

– Aucune amélioration des conditions de travail pour les élèves enceintes (obligation de faire des gardes de 12 heures la nuit).

– Aucune révision des notes d'une élève syndiquée jugée sur ses opinions et non sur son travail.

Il est à souligner que toutes ces revendications dépendent *uniquement* de notre directrice, Madame Levacher, qui, malgré toutes nos tentatives de conciliation s'obstine dans un refus systématique, se retranche derrière les ministères pour ne prendre aucune décision, et tout cela avec force sourires et sous couvert de libéralisme et de compréhension.

De plus, il nous faudra récupérer nos heures de grève intégralement, sinon nos stages ne seront jamais validés et notre année scolaire sera annulée.

En mesure de représailles, on nous a supprimé arbitrairement les cours que nous voulions suivre.

On nous parle d'«exclusion temporaire» :

Sommes-nous toujours grévistes ?

Qu'en est-il de notre école ???

Nous exigeons que nos revendications soient satisfaites.

Nous refusons la récupération des jours de grève.

Nous appelons à un meeting de soutien le vendredi 23 avril à 13 heures sur l'esplanade devant la maternité de l'hôpital St-Antoine Paris 12e (métro Faidherbe-Chaligny).

Les élèves sages-femmes de l'hôpital St-Antoine

Procès des délégués syndicaux de la SNIAS

Manifestation de solidarité

C'est sur plainte du général Jacques Mitterrrand (frère de François Mitterand, PS), PDG de la SNIAS que 32 délégués syndicaux appartenant à la CGT-CFDT-FO et même CFTC sont ainsi accusés d'entrave au libre exercice du travail et à l'acheminement du matériel.

Le tribunal s'est donné un délai de réflexion et ne prononcera son ordonnance de référé que lundi prochain.

De nombreux travailleurs de la SNIAS sont venus manifester leur soutien à leurs camarades, à plusieurs centaines et ont occupé pendant la durée de l'audience les abords du tribunal en scandant : *«Non aux licenciements»*, *«Sauvons l'usine de Déols»*, des banderoles y étaient également déployées.

Les avocats de la SNIAS demandaient l'évacuation de l'usine de 32 délégués et de l'ensemble du personnel qui occupe l'usine, les avocats CGT et CFDT, qui assurent la défense des 32 assignés, ont dit : *«Qu'il n'y avait pas urgence à statuer, que l'occupation de l'usine ne constituait pas une voie de fait et que la liberté du travail n'était pas entravée»*.

Ce vendredi un grand rassemblement de solidarité est organisé à Châteauroux.

Pour le maintien des effectifs

Paris-Brune en grève

(Suite de la page 1)

Cependant, on peut déjà faire quelques remarques :

– Avant même que ne soit distribué un tract syndical sur la grève déclenchée, les sections du PCF et du PS de Brune, dans l'ordre, avaient déjà sorti le leur, chacun tentant d'apparaître le meilleur défenseur des postiers du centre. La récupération va bon train...

– La clarification sur les objectifs de la lutte, par contre, est loin d'être acquise. La plate-forme revendicative demeure très générale et ne permet pas aux postiers d'avoir une réelle prise en mains de leur lutte : maintien des services, un trafic correspondant à la capacité du centre ; nomination massive d'effectifs titulaires dans tous les centres, réduction de la durée du travail, volant de remplacement permettant de faire face aux congés de toute nature. Dans tout cela, aucun chiffre, aucune revendication spécifiée dans le détail, aucun rappel du volant au 1/4, une vieille revendication sur les effectifs...

Combattre la récupération et fixer les objectifs précis voilà ce qu'il faut faire maintenant.

Correspondant HR Paris-Brune

ÉCHOS DES LUTTES

200 CHEMINOTS BLOQUENT LA GARE D'ÉPINAL...

C'est pour protester contre la suppression de 30 emplois que 200 cheminots de la gare d'Épinal (Vosges) bloquent jeudi matin à 5 heures le trafic ferroviaire, notamment les trains assurant la liaison Nancy-Belfort.

****

ET... LES RHONE-POULENC BLOQUENT 2 TRAINS

Les travailleurs de Rhône-Poulenc Textile de Péage-de-Roussillon ont bloqué jeudi matin 2 trains. C'est à plusieurs centaines qu'ils manifestaient, protestant ainsi contre les 515 licenciements qui ont été décidés par Renaud Gillet.

Nouvelles brutalités contre les étudiants

La mobilisation grandit

A Paris, jeudi après-midi, plus d'un millier d'étudiants en médecine, pharmacie, odontologie et psychomotricité se sont rendus dans les locaux de la station périphérique «Europe 1» et y ont exigé que soit lu à l'antenne un communiqué exigeant l'abrogation de la réforme Soisson et dénonçant le «numerus clausus» par lequel la bourgeoisie compte fixer le nombre des étudiants dans les facultés selon les besoins de son système d'exploitation. Ils ne sont repartis qu'après avoir reçu l'assurance que le communiqué passerait sur les ondes.

A Toulouse, les étudiants ont à nouveau organisé une diffusion de tracts de popularisation aux automobilistes passant sur la RN 10. Les flics sont intervenus et des affrontements se sont produits. A Bordeaux, alors que 1 500 étudiants bloquaient également une nationale pour faire connaître leur lutte, les flics les ont chargés. Les étudiants ont riposté. Les flics sont allés perquisitionner dans un appartement habité par des étudiants.

A Montpellier, enfin, les étudiants de la faculté de Droit ont séquestré pendant 5 heures le doyen de la faculté, Paul Coste-Floret, ancien député, ancien ministre et membre du Conseil constitutionnel, ainsi que les membres du Conseil de l'UER. Les CRS ont dû pénétrer dans les locaux de la faculté pour évacuer tout ce beau monde.

Unité lycéens-travailleurs immigrés

Au lycée du Raincy nous sommes en grève depuis le lundi 12 avril pour l'abrogation de la réforme Haby. Lors de notre participation à la manifestation du jeudi 15 nous avons repris différents mots d'ordre montrant notre refus de toute réforme visant à adapter l'enseignement aux besoins du capitalisme, cela sans tenir compte des aspirations de la jeunesse.

Nous reprenions entre autres : «Lycéens-étudiants-travailleurs, même combat!» «Travailleurs, paysans, étudiants, tous unis dans l'action !»

Mas nous ne devons pas nous en tenir à de belles paroles. Seule une unité réelle peut entraîner la destruction de ce système abusif et répressif.

Aussi il a été proposé que les lycéens manifestent leur soutien aux travailleurs immigrés des foyers Sonacotra le samedi 24, dans la rue. Cette proposition a été reprise lors de la coordination des lycées de la Seine-Saint-Denis ; nombreux seront les lycéens aux côtés des travailleurs immigrés, à la manifestation à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra.

Non à la répression ! Vive l'unité des lycéens, des étudiants et des travailleurs !

Vive la lutte classe contre classe !

Français-immigrés, même combat !

Cercle JCMLF du «18 mars»

LA SONACOTRA, UNE ENTREPRISE D'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

La Sonacotra a été fondée en 1957. C'est un organisme semi-public dont la principale activité est de construire et de gérer des foyers pour les travailleurs émigrés. Elle gère actuellement dans toute la France plus de 250 foyers qui hébergent 66 000 travailleurs environ.

La Sonacotra comprend deux secteurs principaux :

– Le secteur hôtelier (gestion de foyers et de cités de transit déjà construits).

– Le secteur immobilier (achat de terrains et construction de nouveaux foyers et cités de transit).

Ce deuxième secteur est déficitaire et la Sonacotra essaie de faire financer ce déficit par les bénéfices tirés du premier, c'est-à-dire par des loyers très élevés.

Le financement des foyers Sonacotra se fait par des prêts du Crédit foncier, et non pas sur des crédits HLM, ce qui entraîne des taux d'intérêt plus élevés que les travailleurs immigrés remboursent dans le loyer.

La Sonacotra reçoit une importante subvention du FAS (Fonds d'action sociale). Le FAS est essentiellement alimenté par des prélèvements sur l'ensemble des fonds versés par les travailleurs émigrés à titre d'allocations familiales. Par exemple : tous les travailleurs cotisent au même taux, qu'ils soient émigrés ou français.

Un travailleur (émigré ou français) qui a un enfant et dont la famille vit en France touchera 140 F d'allocations familiales ; mais si sa famille a été obligée de rester au Maroc, il ne touchera que 30 F, alors qu'il a cotisé comme les travailleurs français.

Ainsi la Sonacotra fait payer aux travailleus émigrés résidents :

- non seulement les murs du foyer déjà construit (par l'intermédiaire des subventions du FAS) ;

- non seulement l'équivalent d'un loyer normal ;

- mais en plus le financement de chambres vides dans les nouveaux foyers.

Ce qui donne des loyers de 270 F par mois pour une chambre de 4,5 à 6 m2 (parfois 9 m2) ! Voyez vous-même !

La Sonacotra n'a jamais respecté la norme minimum de logement qui est de 9 m2 par chambre (sauf dans 2 foyers, pour la région parisienne, à Bagnolet et à Gennevilliers).

D'autre part, elle a peu à peu divisé les chambres par des cloisons en contreplaqué, ce qui a donné des pièces comprises entre 4,5 m2 et 6 m2, évidemment très bruyantes de l'une à l'autre, ce que l'on peut imaginer !

Par exemple : aux Mureaux, un F 5 conçu pour 5 personnes a été transformé pour loger 10 travailleurs.

Le prix moyen d'une chambre étant de 270 F, la Sonacotra empoche pour un F 5 : 2 700 F par mois, soit plus du triple d'un loyer en HLM (830 F par mois, charges comprises).

La Sonacotra répond que ce n'est pas un loyer, mais une redevance, et qu'elle comprend les consommations d'eau et d'électricité, mais il n'est jamais donné de justificatif.

D'autre part, les loyers augmentent tous les 6 mois, environ un tiers des chambres reste vide en permanence ; (les augmentations entre janvier 1974 et septembre 1975 – généralisation de la grève – totalisant 30 % en période de blocage des loyers).

Les travailleurs émigrés bien que cotisants à la CAF, ne reçoivent aucune aide au loyer ou allocation-logement, pour leur loyer en foyer.

En ce qui concerne la direction des foyers, la majorité des gérants a été recrutée suivant deux critères :

- Etre un ancien militaire ;

- Avoir fait au moins une campagne coloniale.

D'autre part, dans de nombreux foyers, la structure «gérant-barman-veilleur de nuit» constitue un encadrement type policier permanent.

La qualité de locataire n'est pas reconnue. Les travailleurs sont de simples résidents, donc :

– Pas de justification du loyer ou des charges ;

– Droit d'expulsion du foyer, à la discrétion du gérant ;

– Pas le droit de revendiquer l'application des droits d'un locataire, de contester le prix ;

– Pas le droit de réunion.

La lutte menée depuis plusieurs mois par le Comité de coordination regroupant les délégués d'une cinquantaine de foyers en grève veut aboutir à la transformation des rapports entre la Sonacotra et les travailleurs logés en foyer.

Éléments fournis par le Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra en grève.

Après l'affaire de «l'Olympic Bravery»

Témoignage d'un marin sur la sécurité à bord des pétroliers

Un pétrolier disparaît corps et biens, l'Olympic Bravery s'échoue à Ouessant et la liste pourrait être longue. Mais elle risque encore de s'allonger quand on connaît les conditions de sécurité de ces géants de la mer souvent aux mains de géants du capitalisme.

A la suite de tels accidents les enquêtes piétinent et l'on dit souvent que l'on ne connaît pas les raisons de telles catastrophes, pourtant pour les marins qui en assurent la conduite ce n'est pas un mystère, ils s'étonnent même qu'il n'y ait pas plus souvent d'accidents. L'un deux parle, voici ce qu'il dit des conditions de travail et de sécurité du dernier pétrolier sur lequel il a travaillé avant d'être licencié à cause de la lutte qu'il avait menée avec des camarades.

«NOTRE PÉTROLIER : UNE VÉRITABLE BOMBE FLOTTANTE»

Le briquetage réfractaire de la chaudière principale de ce pétrolier est défectueux (pour ceux qui s'y connaissent la chaudière est une Forster Wheeler du type ESD III timbrée à 95 kg/cm2 avec une température de vapeur de 513 degrés). La chaleur des brûleurs vient frapper les parois extérieures en tôle de la chaudière les portant au rouge ! Or à moins de 2 m se trouvent les pompes et les réchauffeurs à mazout. Des particules de métal incandescent se détachent des tôles extérieures de la chaudière et tombent dans les bacs de récupération des fuites de mazout (ces fuites sont courantes sur les pompes et des bacs sont prévus pour les récupérer).

Suite aux protestations du personnel la seule protection qui a été trouvée par le responsable c'est une bâche en amiante et un bac rempli d'eau pour éteindre les particules, protection complètement illusoire évidemment ! Il n'est pas difficile de s'imaginer ce qui se passerait si ces particules tombaient dans les bacs à mazout.

Le danger est si évident qu'on a bricolé sur les soupapes une commande à distance parce que les marins refusaient de s'en approcher.

Mais les capitalistes sont prêts à n'importe quel crime pour augmenter leurs profits ; non seulement ils n'ont pas fait réparer la chaudière mais sur les 11 détecteurs d'incendie installés autour de celle-ci ils en ont mis 9 hors de service car les gaz de combustion les mettaient continuellement en alarme !

En plus de ce danger d'explosion les marins subissent des risques quotidiennement. Ainsi la vapeur sous pression jaillit un peu partout de canalisations défectueuses. Au cours de la manœuvre de certaines soupapes, la vapeur s'échappe par des joints défectueux à une pression supérieure à 80 kg/cm2. A cette pression et à cette température un homme peut se faire cisailler comme par un formidable chalumeau (il s'agit de vapeur sèche, *qu'on ne voit pas* d'où son danger, on entend seulement un sifflement). !

Malgré ces conditions incroyables l'armateur a voulu encore réduire le personnel en exigeant d'acquérir les normes AUT (automatique). Un bateau de ce type acquérant les normes AUT peut supprimer du personnel (par exemple 3 personnes sur 28). Mais il doit montrer au préalable qu'il peut naviguer la nuit en service d'intervention au lieu du service de quart. Pendant le service de quart le responsable est sur place près des machines et peut réagir immédiatement à tout incident ; en intervention il est dans une cabine et n'est prévenu que par un système d'alarme. Or, pour ce pétrolier 9 alarmes sur 11 autour de la chaudière étant neutralisées, naviguer en intervention c'est aller au suicide. Le personnel a exigé qu'on institue le service de quart, eh bien même *cela a été refusé.*

Pour cette fois la catastrophe a été évitée, mais pour combien de temps ? En effet lors du dernier voyage des débuts d'incendie se sont déclarés et la détection s'est faite par hasard et non pas par le système d'alarme prévu !

Il est vrai que tous les pétroliers ne sont pas aussi dangereux mais ce n'est pas un cas isolé, affirme le camarade qui nous rapporte les faits en s'étonnant que les accidents ne soient pas plus nombreux. Suite à l'action qu'il a menée avec ses camarades (sensibilisation, refus de travailler en intervention), la compagnie lui a signifié qu'elle ne le reprendrait pas pour son prochain voyage. Ainsi la bombe flottante circule toujours ! Voilà pourquoi il a voulu faire connaître les faits.

Ce camarade nous faisait remarquer encore que «la pollution par les pétroliers ne touchent pas également tout le monde, les plages et les côtes bretonnes ou de la Manche sont très atteintes mais rarement Nice, Antibes ou Cannes car au large de ces côtes les règlements sont sévèrement appliqués.»

Sur mer comme sur terre, le capitalisme c'est toujours l'ennemi. Il n'hésite pas à jouer avec la vie des travailleurs, à polluer des km de côtes portant ainsi un grave préjudice aux autres travailleurs.

Solidarité avec les travailleurs de la mer.

Soutien aux inculpés de Lorient

A propos des arrestations de Lorient, nous avons reçu le message suivant :

La section FEN-CGT des directeurs MJC stagiaires de Rennes s'élèvent contre les méthodes policières, visant à s'introduire de force dans les lieux d'habitation des militants de toute organisation démocratique. Elle proteste violemment contre l'intrusion de la police dans l'habitation des militants de l'Humanité-Rouge de Lorient, et contre leur inculpation, ainsi que contre le fait qu'ils soient déférés devant la cour de sûreté de l'État.

Elle assure de sa solidarité l'organisation dont les militants sont aujourd'hui emprisonnés.

Elle réclame la mise en liberté immédiate de tous les prisonniers politiques.

Elle réclame la dissolution immédiate de la cour de sûreté de l'État.

Elle dit non à l'interdiction du PCMLF.

Elle assure de son soutien tous les antifascistes.

La section syndicale
FEN-CGT des directeurs
MJC stagiaires
du centre de formation
de Rennes.

Protestations contre les sanctions frappant quatre médecins bretons

Quatre médecins lorientais protestent, dans une motion contre les mesures prises par le conseil régional de l'ordre à l'égard de quatre de leurs confrères.

Poursuivis par le conseil régional de l'ordre pour refus de paiement de cotisations, les Dr Perier de Vannes (Morbihan) et Caro, et les professeurs Chevet et Le Manec de Rennes, avaient fait l'objet de suspension d'exercice allant de trois mois à un an pour non-paiement de leurs cotisations.

Pour s'élever contre cette décision, quarante médecins, généralistes, spécialistes et hospitaliers de Lorient et de sa région ont signé une motion dans laquelle ils protestent contre le caractère exhorbitant et répressif de ces sanctions prises à l'encontre de praticiens isolés dont ni la compétence professionnelle ni l'honnêteté ne sont en cause.

APPEL pour sauvegarder l'indépendance d'IPN et assurer son développement

L'Imprimerie Presse Nouvelle de Lyon a été créée en 1972 par des travailleurs de l'imprimerie. Leur but : «Construire un outil au service de la diffusion massive des idées, participant sur un plan général ou dans des secteurs particuliers à la lutte pour l'émancipation des travailleurs.»

Aujourd'hui, instrument complet, indépendant et largement utilisé, IPN imprime sans exclusive à gauche.

Aujourd'hui à Lyon, les organisations de gauche et d'extrême-gauche, les groupes ou individus, les militants politiques ou syndicaux, culturels, peuvent compter sur une imprimerie capable de produire des travaux dans des conditions de délais et de prix que seule une équipe de militants est capable de réaliser.

Le pouvoir n'a jamais toléré l'existence d'IPN :

- En février 74, IPN est perquisitionnée, ses animateurs poursuivis pour avoir imprimé un tract du Groupe d'action et de résistance à la militarisation. Grâce à un vigoureux mouvement de soutien, Henri Leclerc, gérant d'IPN, est relaxé, en appel.
- En février 76, IPN est de nouveau perquisitionnée. Perquisition d'intimidation pure et simple, au cours de laquelle sont saisis tracts et affiches légaux, diffusés trois mois plus tôt à des milliers d'exemplaires pour soutenir le Portugal en lutte.
- Ces dernières semaines, l'attaque du pouvoir ou de ses groupes de pression se porte sur le terrain économique : la principale banque en relation depuis 10 ans avec les imprimeurs qui ont créé IPN puis avec IPN, vient de rompre sans aucune justification commerciale des accords commerciaux classiques fondés sur plusieurs années de gestion équilibrée.

Cette attaque survient quelques jours apres la création d'une «Association des amis de l'Imprimerie Presse Nouvelle».

Il faut stopper cette escalade, les attaques contre IPN font partie d'une politique d'ensemble du pouvoir, ces attaques sont autant d'atteintes à la liberté de la pensée, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse.

Nous voulons sauver IPN pour nos luttes, pour des centaines de luttes, pour tous ceux qui dans des luttes émancipatrices d'aujourd'hui, préparent la société de demain.

Nous l'affirmons en signant cet appel

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
- E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

UNE NOUVELLE AFFICHETTE EST PARUE

l'Humanité rouge

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

75001 Paris
cédex 18
CCP 302672
La Source

NUMERO SPECIAL

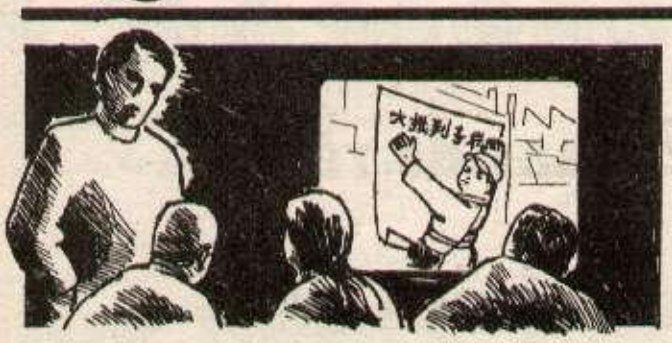
1er MAI

- **Interview du directeur politique de l'Humanité Rouge, Jacques Jurquet**
- **Les luttes ouvrières et populaires depuis 68**
- **La classe ouvrière dans les pays capitalistes**
- **La classe ouvrière en URSS et aux USA**
- **Le nouveau visage du monde (l'édification socialiste dans les pays de dictature du prolétariat)**
- **Ce que fut réellement le Front populaire**
- **Les 1er mai qui ont marqué le mouvement ouvrier**

Camarades, vérifiez que cette affichette — qui sera remise aux NMPP le lundi 12 avril — est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

Pour la région parisienne, outre celles qui sont confiées aux NMPP, des affichettes sont disponibles à «l'Humanité Rouge», que les camarades pourront placer eux-mêmes à proximité, ou, mieux, directement sur les points de vente (kiosques et camelots).

culturel



Débat autour du film

Comment Yukong déplaça les montagnes

Un ouvrier fraiseur nous écrit

Je dois vous avouer, chers camarades, que j'attendais avec un malin plaisir le moment où l'Humanité raconterait à ses lecteurs les films de Joris Ivens sur la Chine. Et j'attendais, et rien ne venait. Faut-il que ça les ennuie donc, qu'ils ne savent comment tourner leur langue sept fois fourchue dans leur encrier pour répandre leur venin antichinois ! Car après un abonnement à l'Humanité, j'en ai conclu, camarades, que s'il existe l'Institut Pasteur pour vous prémunir de la rage, il existe, à l'opposé, l'Institut PCF qui cultive, en vase clos, le virus de la rage antichinoise. Mais ces potions injectées à fortes doses dans les colonnes de l'Humanité, comme nous allons le voir, provoqueraient plutôt un phénomène de rejet dans les organismes de base.

Toujours est-il que le 27 mars, soit plus de 15 jours après la sortie des films, l'éminent critique François Maurin émergea du silence avec courage pour nous gratifier d'une «étude critique» proprement destinée à détourner ses lecteurs éventuels de l'envie d'aller voir le film.

UNE MALADIE PROFESSIONNELLE A L'HUMANITÉ : LA MYOPIE

Le journaliste se place du point de vue – fort honorable – du socialisme scientifique qui pourfend le socialisme utopique. Un savant comme Maurin ne saurait bien entendu se laisser abuser par une fable telle que le texte de Mao Tsétoung «Comment Yukong déplaça les montagnes» *«car il ne suffit certes pas de lui retirer son côté merveilleux (à mettre au compte, après tout, de la légende) pour y découvrir davantage qu'un enseignement moral et civique...»*

Voyez ! Quand Mao Tsétoung appelle le peuple chinois à combattre les deux montagnes de l'impérialisme et du féodalisme, qu'il l'organise dans le fabuleux Parti communiste chinois, ce n'est aux yeux de notre socialiste scientifique *«qu'un enseignement moral et civique»*. Ne parlons pas même de ces autres montagnes qui se nomment superpuissances, révisionnisme moderne, bourgeoisie dont le peuple chinois a commencé très sérieusement à saper les bases, avec les peuples frères.

Non content de sa profondeur d'esprit, Maurin croit utile d'ajouter : *«Il s'agit d'un texte d'à peine trois pages»*. D'autant que *«ces textes, avec les citations, sont servis (comme des plats réchauffés ?) au peuple chinois par ses dirigeants comme bases d'études et de méditation constantes»*.

En bref, on leur bourre le crâne ! Air bien connu. Et Maurin «très honnêtement et très scientifiquement», insinue qu'au terme de la réforme de l'enseignement publiée en juin 66, on «enterre tous les anciens matériaux qui vont à l'encontre de la pensée-maotsétoung». Il ne peut s'agir ici que des textes de Marx, Engels et Lénine (Staline, connaît pas bien sûr !). Si vous n'aviez pas compris une une note vous précise que Jean-Émile Vidal, auteur de «Où va la Chine» fait justement remarquer que les noms de Marx, Engels, Lénine n'y sont pas mentionnés .

Notre savant, comme tout savant (bourgeois) est un peu myope, et très sourd. Car dans l'usine de générateurs, Ivens nous montre, longuement, un groupe de métallos étudiant l'Anti-Dühring de Engels. Et je peux vous dire qu'en sortant de la salle, avec des camarades, nous avions envie d'étudier l'Anti-Dühring : les ouvriers chinois nous avaient communiqué leur enthousiasme. Mais peut-être, notre professeur Tournesol s'est assoupi pendant la séquence, – ou qu'il s'est senti visé. Aussi, camarades, je vous propose de lancer une souscription. Avec l'argent, nous achèterons tout un stock de bésicles et de cornets acoustiques que nous irons déposer place du Colonel Fabien.

Nos camarades chinois parlent d'utiliser la jumelle et le microscope du marxisme-léninisme pour étudier la réalité. Notre plumitif n'a pas vu ou pas voulu voir que les ouvriers chinois étudiaient Marx, Engels, Lénine et Staline. Des fois que les ouvriers du PCF se mettent à étudier «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky» au lieu du Programme commun ; il ne faut pas leur donner de mauvaises idées. Voyez à quelle pauvreté et quel aveuglement conduit le révisionnisme !

TOUT EST-IL POSSIBLE DANS LES COLONNES DE L'HUMANITÉ ?

Maintenant, Maurin s'irrite. Une quinte de toux le saisit : il a avalé de travers la citation du président Mao : «Notre ciel à nous n'est autre que la masse du peuple chinois».

«A moins de s'interroger plus avant sur le sens de la phrase finale, qu'on découvre fortement teinté de subjectivisme, dit-il, avant de lâcher le grand mot : *«Ainsi tout serait possible grâce à la masse du peuple chinois ? Si les échecs marquant l'application de cette thèse ne nous avaient déjà convaincus du contraire, il suffirait de considérer les images rapportées par Joris Ivens et Marceline Loridan, qui mettent en lumière un élément majeur : le retard encore considérable – malgré les progrès – des forces productives sur les rapports de production socialistes établis pour en être totalement persuadé»*.

Ainsi, notre professeur, fortement teinté de myopie, nous l'avons appris, est-il déjà convaincu et totalement persuadé de ce qu'il affirme (sans le démontrer) : le retard des forces productives prouve le subjectivisme des dirigeants chinois à vouloir entraîner le peuple chinois en avant ! Conclusion, on ne peut rien faire, qui aille dans le sens du communisme, que de développer les forces productives. L'économisme à vau l'eau qui aboutit à la restauration du capitalisme, voilà ce qu'il nous propose.*«Faire la révolution et promouvoir la production – être rouge et expert»*. M. Maurin n'a jamais entendu parler de ces mots d'ordre. Voilà un socialisme scientifique qui ressemble plutôt à un morceau de gruyère, tant il comporte de trous et de vides.

Le Grand Bond en avant, voilà le pêché originel : la Chine refuse de devenir une colonie du social-impérialisme russe en gestation, et décide avant tout de compter sur ses propres forces. Dans Taking, les cadres politiques nous expliquent bien le chantage exercé par Krouchtchev pour dominer la Chine. Mais Maurin n'a pas voulu écouter : c'est de l'antisoviétisme. Le PCF aime la servilité malgré ses accès d'humeur désiroires vis-à-vis de Brejnev. Le PCF aimerait voir la Chine sous le visage d'un valet servile de son propre maître.

La science aurait sans doute beaucoup gagné si notre critique nous avait expliqué *«les échecs marquant l'application de la thèse»* qui consiste à mobiliser toutes les forces créatrices du peuple chinois et à lui faire confiance. Puisque Mao est fortement teinté d'idéalisme pour avoir cru dans les capacités du peuple chinois, il faut que Maurin dise aussi que Marx était subjectif quand il croyait dans les capacités des communards, «montant à l'assaut du ciel». Mais il n'en a pas le courage.

Au lieu de son mépris du peuple chinois et de notre peuple, qu'il nous dise pourquoi la production s'accroît dans tous les domaines en Chine. Les récoltes sont chaque année plus importantes. En URSS, où les forces productives sont la tarte à la crème de l'explication du développement économique, les récoltes sont engrangées dans des silos en peau de chagrin .

La bataille du pétrole – voir Taking – a permis en quelques années à la Chine de devenir l'un des plus grands producteurs de pétrole et d'en exporter.

Mais on préfère en rester au retard des forces productives, plutôt que de voir qu'elles se développent rapidement. Ainsi tout serait possible grâce à la masse du peuple chinois, s'étonne notre professeur Tournesol, qui aurait plutôt cultivé sa science bourgeoise à l'ombre des éclipses solaires. Nous avons vu qu'il peut, grâce au socialisme et à la pensée-maotsétoung, prévoir les tremblements de terre à l'heure près. Pourquoi ne prédirait-il pas aussi la fin honteuse du révisionnisme ?

Des montagnes ont été déblayés par les fils de Yukong : l'impérialisme en Chine, le féodalisme. D'autres subsistent encore, qui subissent des assauts décisifs.

Une petite montagne accouchant d'une souris s'est ajoutée au décor : l'hypocrisie de l'Humanité. Mais Yukong balaiera ce tas d'ordure, comme le reste.

Un ouvrier fraiseur

12 films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Loridan

Dans 4 salles :

St-Séverin – 12, rue St-Séverin 5e (métro St-Michel) – tél. 033-50-91 :
L'usine de générateurs – Les artisans – Une histoire de ballon.

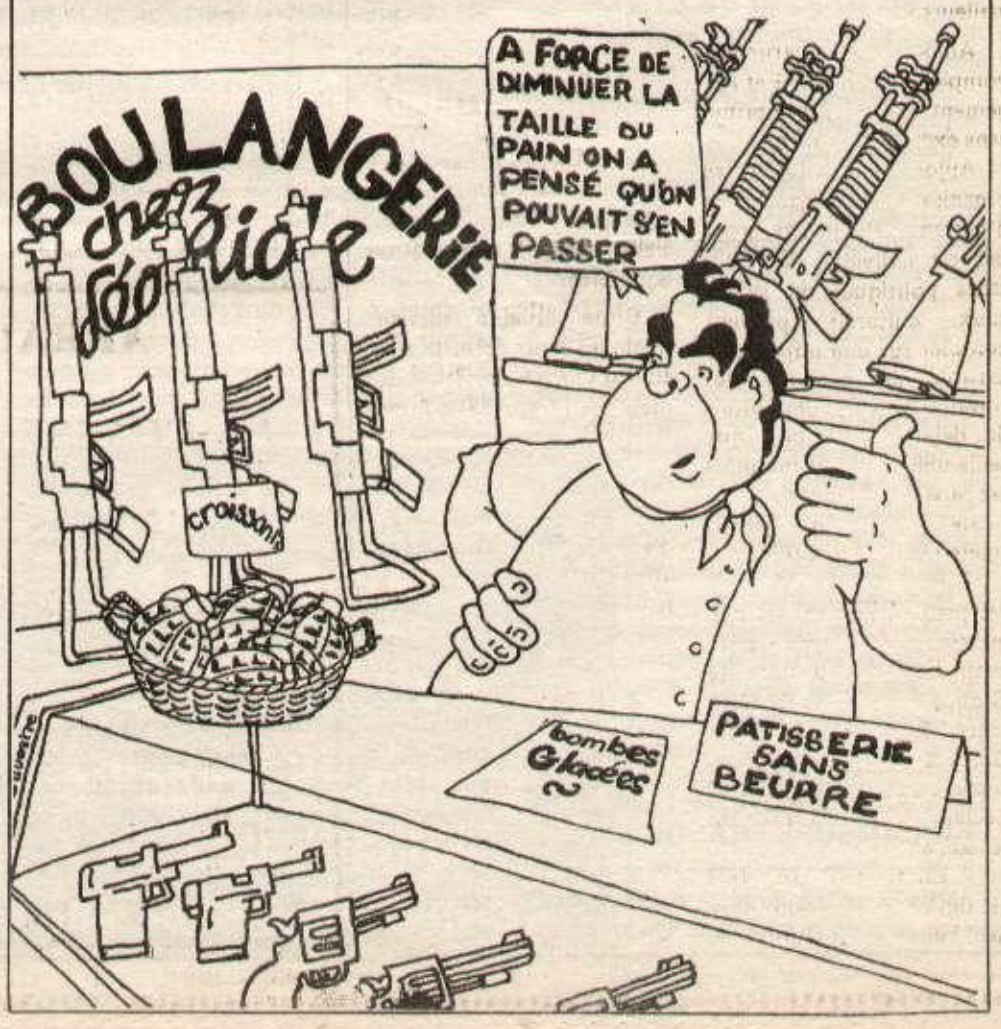
Quintette – 8, 10, rue de la Harpe 5e (métro St-Michel) – tél. 033-35-40 :
Le village de pêcheurs – Une caserne – Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur – 12, rue Git-le-Cœur 6e (métro St-Michel) – tél. 326-80-25 :
Autour du pétrole – Le professeur Tsien – Impressions d'une ville : Shanghaï – Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts – 30, rue St-André-des-Arts 6e (métro St-Michel) – tél. 326-48-18 :
La pharmacie – Une femme, une famille.

Vu par Sylvestre

La diminution de la taille du pain en URSS



l'Humanité Rouge

document

Élizabeth II fête son cinquantenaire, Baudoin le 25e anniversaire de son règne. On veut nous faire croire que ces têtes couronnées se trouvent «au-dessus de la mêlée», entourées de l'affection de leurs peuples. C'est là une grossière imposture. Nos camarades du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique viennent de publier dans leur organe central «Clarté-l'Exploité» un article qui nous rappelle, faits à l'appui, qui est Baudouin et quel est le sort de la classe ouvrière et du peuple de Belgique sous son règne.

BELGIQUE

Baudoin : 25 ans de règne

Au service de l'exploitation capitaliste

Donc, Baudoin est roi depuis vingt-cinq ans et la bourgeoisie veut que l'événement ait un certain cachet. La presse du régime et la RTB ont fait un large usage de la brosse à reluire. Faut-il dire que nous ne marchons pas ? Beaudoin et la monarchie symbolisent ce qu'il y a de plus férocement réactionnaire, de plus obstinéement rétrograde en Belgique.

Nous n'oublions pas comment Baudoin est venu sur le trône en Belgique. Son père régnait et il avait suscité contre lui l'opposition de la classe ouvrière, des masses travailleuses même si, en Flandre, l'Église fort puissante avait réussi encore à tromper et à égarer. Mais il est clair que le peuple se soulevait contre un Léopold III dont les tendances fascistes et les affinités hitlériennes étaient évidentes.

LE SANG DE JULIEN LAHAUT

Le PSB, la FGTB, une grande partie des dirigeants du P«C»B ont cassé la lutte par des négociations, ont torpillé la formidable marche prolétarienne sur Bruxelles, ont sauvé non seulement la monarchie mais surtout le régime.

Léopold III s'est effacé en deux temps. D'abord Baudoin a exercé les fonctions avec le titre de prince royal. On sait comment le communiste Julien Lahaut a troublé la fête en lançant en pleine Chambre, à la face de ce souverain qui prêtait serment, le cri qui avait été tant de fois poussé au cours des jours précédents : «Vive la République» !

Quelques jours plus tard précisément, Julien Lahaut, cet ouvrier métallurgiste révolutionnaire, ce rescapé des camps de concentration hitlériens où il avait su animer la résistance malgré les SS et les gestapistes, un des rares dirigeants du P«C»B à avoir refusé la conciliation avec l'ennemi, notre grand camarade Julien Lahaut, était assassiné. Et dans son sang répandu, Baudoin Premier régnait.

DU COTÉ DE L'AGRESSEUR

C'est l'année suivante qu'il devenait officiellement roi et c'est cela, dit la bourgeoisie, qui doit transporter le peuple d'allégresse.

Mais quels ont été les grands points de ce quart de siècle ?

Les années 50 ont été les années de la guerre froide. C'était l'alignement inconditionnel de la Belgique sur l'impérialisme américain, alors sans partage l'ennemi le plus féroce des peuples. Chaque fois qu'à l'ONU le représentant américain levait le petit doigt, le représentant belge levait la main. Chaque fois que le président des USA avait un rhume, Baudouin éternuait. La Belgique a eu un corps expéditionnaire aux côtés des agresseurs américains en Corée. Elle a adhéré à l'OTAN. Elle a soutenu l'impérialisme français en Indochine et en Algérie ; elle a soutenu l'État d'Israël pratiquant le génocide du peuple palestinien et agressant les peuples arabes. Plus tard, elle a soutenu l'agression américaine contre le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Et le chef d'orchestre de cette politique était PH Spaak, avec le PSB tout entier derrière lui.

DE L'ASSASSINAT DE LUMUMBA AUX AMOURS FRANQUISTES...

Mais la politique de la Belgique aussi, c'était celle du colonialisme. Qu'on se rappelle les intrigues contre l'indépendance de l'ex-Congo belge, l'intervention cynique, la constitution de l'État «indépendant» du Katanga en se servant de Tshombe, corrompu jusqu'à la moelle, en sabotant l'œuvre de Lumumba, ce grand patriote et anti-impérialiste int ègre, puis en organisant son assassinat. Qu'on se souvienne, en 1964, encore une fois c'était avec Spaak du PSB, les paras lancés sur Kisangani et sur Paulis, le bain de sang du peuple congolais.

1960. Troubles au Congo ex-belge mais aussi fiançailles de Baudouin avec Fabiola, fille d'un dignitaire franquiste. Il choisit dans son milieu. Baudouin et Fabiola iront chaque fois passer leurs vacances dans le Pays Basque que Franco opprime férocement. Rien ne pourra leur faire manquer ces séjours pleins de charme et de soleil, ni les patriotes qu'on garrote, ni les antifascistes qu'on torture, ni la présence de Degrelle, chef tueur de la collaboration hitlérienne. Baudouin est chez lui en Espagne franquiste.

FEU SUR LA CLASSE OUVRIERE

Décembre 1960-janvier 1961. C'est la plus grande grève de notre histoire, une grève d'une intensité formidable ; le régime chancelle. Dans les grandes régions industrielles, la grève est partout présente, impétueuse. La gendarmerie fait feu et assassine. La CSC avec le cardinal sont dans le camp des briseurs de grève. Encore une fois les dirigeants du PSB, du P«C»B, de la FGTB, faisant mine de se trouver dans le camp de la grève, uniront leurs efforts pour sauver le régime, pour briser la lutte, pour duper les travailleurs. Mais ils savent très bien que si jamais un mouvement d'une telle ampleur se reproduisait, ils seraient submergés, engloutis. Aujourd'hui, ils freinent au maximum, ils démobilisent, ils s'aplatissent.

Capitulards, champions de la collaboration, ils ont accepté le pacte scolaire qui attribue des milliards et donne la primauté à l'enseignement clérical. Ils ont bazardé l'industrie charbonnière parce que les magnats de la Société générale n'en tiraient plus assez de profits, voulaient récupérer les capitaux et investir sous d'autres cieux. Ils ont ainsi organisé la dépendance énergétique de la Belgique à l'égard des trusts pétroliers américains. Les années ont passé ; sans cesse les travailleurs ont été trahis par le PSB, par le P«C»B transformé en une clique révisionniste contre-révolutionnaire, par les directions syndicales. Par contre, tout ce qui est réactionnaire a pu se réjouir. Et c'est durant les années de règne de Baudoin qu'ont été battus tous les records des profits capitalistes, que les monopoles belges ont multiplié les invetissements fructueux dans les pays du tiers monde et même dans les pays capitalistes avancés.

Mais au moment où la bourgeoisie exige que l'on marque dans l'allégresse ce quart de siècle, qu'est-ce que les travailleurs reçoivent ?

Quatre cent mille d'entre eux sont frappés par le chômage, voient leurs conditions de vie empirer. Les prix ne cessent d'augmenter, c'est le règne de la vie chère.

C'est la crise et cette crise, les monopoles capitalistes qui sont les maîtres du pays en font porter le poids par les masses travailleuses. C'est le plan de relance. C'est maintenant, l'organisation de l'austérité sous le nom de plan de sobriété. C'est une politique farouchement antiouvrière et antipopulaire.

1974, la grande grève des mineurs du Limbourg a paralysé 80 % de la production.

D'UN HITLER A L'AUTRE...

Et comment au bout de ce quart de siècle de règne ne pas voir la situation sur le plan mondial ! Le social-impérialisme russe est devenu au même titre que l'impérialisme américain l'ennemi féroce des peuples. Il constitue le principal foyer de guerre dans le monde, l'ennemi le plus dangereux pour les peuples européens. Il dirige contre les pays d'Europe occidentale un potentiel d'agression comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire.

Certes certains secteurs de la bourgeoisie belge ont pris conscience de la situation et sont acquis au renforcement de l'union des pays d'Europe occidentale, y compris dans le domaine de la défense. Tindemans a fait des pas en avant dans cette direction et c'est une bonne chose. Lors du récent voyage en URSS, l'été dernier, le Premier ministre reçut, en fonction de cette attitude, un accueil glacial. Mais Baudouin et Fabiola ont reçu un accueil chaleureux, comme on en fait à des amis très chers. Baudouin est-il lié aux secteurs de la bourgeoisie belge qui pactisent avec Brejnev, le Hitler d'aujourd'hui, comme son père était lié aux secteurs de la bourgeoisie belge qui pactisaient avec le Hitler d'hier ?

A DOUBLE TITRE UN HOMME DES MONOPOLES CAPITALISTES

Baudouin, personnage falot, sans envergure ? Cela ne fait pas de doute. Et dans la monarchie constitutionnelle de Belgique, le souverain a très peu de pouvoir encore qu'il peut avoir une certaine influence. Dès lors, dira-t-on, la politique qui a été menée depuis 25 ans est très peu la sienne ; c'est celle du PSB, du PSC, du PLP qui, tout à tour ou en même temps, ont participé au pouvoir, avec le RW en «renfort» depuis quelques mois.

Qu'on ne s'y trompe pas. Les partis du régime eux-mêmes ne mènent que la politique des monopoles capitalistes. Ceux-ci sont les véritables maîtres. La démocratie belge, c'est la dictature de la bourgeoisie et plus particulièrement de sa fraction la plus puissante, les monopoles capitalistes.

Mais il faut savoir que sous ce rapport, le roi des Belges, est un représentant typique des monopoles capitalistes. La famille royale belge est un des principaux actionnaires de la Société générale de Belgique et elle est représentée à la tête de cet organisme par le «Grand maréchal de la Cour», Herman Liebaers.

Il résulte de cela que Baudouin Premier n'est pas si incolore, inodore et insipide que cela. Il est un homme des monopoles et de par sa fonction de chef de l'État, et de par ses intérêts dans le premier groupe financier du pays.

Que conclure ? La classe ouvrière avec ses riches traditions de combat, avec son extraordinaire potentiel de combat, n'a rien de commun avec un Baudouin qui est un ennemi féroce de tous les travailleurs. Celui-ci est le représentant de l'État, organe de la dictature bourgeoise que, par la révolution et sous la direction de leur parti révolutionnaire prolétarien, les masses détruiront totalement, complètement pour instaurer la dictature du prolétariat. Et cette dictature du prolétariat, c'est précisément sous la direction du parti révolutionnaire prolétarien, la plus large démocratie pour les masses en permanence mobilisées et la plus ferme dictature contre la bourgeoisie, contre les exploiteurs, les profiteurs, les parasites, contre les Baudouin-Fabiola et leurs pareils.

Décidément, que tout ce qui est notre ennemi célèbre à l'envi le roi Baudouin, c'est logique. Pour notre part, nous nous tournons vers l'avenir socialiste, celui pour lequel a combattu et est mort, Julien Lahaut.

Vive la dictature du prolétariat !

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 2e trimestre 1976